

Aucune législation bancaire ne saurait éliminer une crise, *Le Capital, Livre III, Cinquième section, Capital Monétaire XVII*, Karl Marx, NRF La Pléiade, 1968, p. 1211

Il tombe sous le sens qu'en période de crise il y a pénurie de « moyens de paiement ». La convertibilité des effets de commerce s'est substituée à la métamorphose des marchandises, et cela d'autant plus que, dans ces périodes, il y a davantage de maisons travaillant uniquement à crédit. Une législation bancaire faite d'ignorance et d'absurdité, comme celle de 1844-1845¹, peut aggraver cette crise monétaire. **Mais aucune législation bancaire ne saurait éliminer une crise.**

Lorsque, dans un système de production où toute la cohésion du processus de production repose sur le crédit, celui-ci vient à cesser subitement et que seuls comptent les paiements en espèces, il doit, de toute évidence, se produire une crise, une ruée sur les moyens de paiement. C'est pourquoi, à première vue, toute la crise apparaît comme une simple crise de crédit, une crise monétaire. Et, en fait, il (s')agit uniquement de la « convertibilité » des effets de commerce en espèces, **mais ceux-ci représentent, pour la plupart, des ventes et des achats réels dont l'extension, dépassant de loin les besoins de la société, est la raison ultime de toute la crise.** En outre, une masse énorme de ces effets ne représente qu'une pure escroquerie qui éclate alors à la lumière du jour ; ou encore des spéculations infructueuses menées avec de capitaux étrangers ; enfin, du capital-marchandise déprécié ou invendable, ou des rentrées irréalisables. Naturellement, tout ce **système artificiel d'extension forcée du processus de reproduction** ne peut être sauvé

¹ Marx, explique dans *Le Capital, Livre III, Cinquième section, Circulation, Crédit, Change, XVIII*, p. 1247, certains aspects du *Bank Act* de 1844. « La crise de 1837 avec ses longues séquelles—complétées en 1842 par une véritable après-crise—tout comme l'aveuglement intéressé des **industriels et des commerçants qui ne voulaient à aucun prix entendre parler de surproduction**—qualifiée d'absurde et d'impossible par l'économie vulgaire!—avaient fini par provoquer dans toutes les cervelles cette confusion qui permit à l'école de la *currency* de mettre en pratique son dogme sur une échelle nationale. La législation bancaire de 1844-1845 fut adoptée.....Le *Bank Act* de 1844 incite donc directement le monde du commerce à constituer sur-le-champ, à l'avènement de la crise, une réserve de billets, autrement dit à accélérer et à aggraver la crise. En intensifiant ainsi artificiellement, au moment décisif, la demande de crédit, c'est-à-dire de liquidités, alors que l'offre est en même temps réduite, le *Bank Act* fait monter, pendant les crises, le taux d'intérêt à un niveau jamais atteint. Par conséquent, au lieu d'éliminer les crises, il les intensifie tout au contraire, jusqu'au point où soit le monde industriel tout entier, soit le *Bank Act*, doit voler en éclats. »

En relation avec les conséquences d'actions telles le *Bank Act*, on peut citer l'article de Pierre-Cyrille Hautcoeur *La crise de 1929 et ses enseignements* pour le volume *Crises Financières* dirigé par J. Gravereau et J. Trauman, à paraître chez Economica. « La crise de 1929 est souvent symbolisée par le krach boursier de Wall Street. Pourtant, la gravité de celui-ci n'est pas ce qui rend cette crise unique : la chute du cours des actions qui a lieu en octobre 1929 a été dépassée auparavant et depuis. La spécificité des années 1930 est que la crise financière est suivie d'une récession qui s'aggrave durant plusieurs années, conduisant au phénomène unique d'une "grande dépression" qui s'étend sur près d'une décennie. Cette dépression mondiale, d'une ampleur sans précédent (baisse d'un tiers de la production industrielle mondiale), est-elle d'abord la conséquence d'une crise financière, ou d'autres explications sont elles plus importantes ?..... Une interprétation opposée considère non plus que l'économie s'adapta mal à la crise mais au contraire que c'est la politique du gouvernement qui empêcha l'adaptation spontanée qui aurait permis une reprise rapide. Cette interprétation, proposée par Milton Friedman, met également la crise financière à l'origine de la dépression, mais cette fois dans sa composante bancaire plus que boursière. Selon cet auteur, c'est la politique monétaire restrictive de la Banque fédérale de réserve américaine qui fut à l'origine non seulement du krach boursier mais, plus gravement, des crises bancaires. En négligeant d'abord de prêter largement à taux bas, puis d'intervenir comme prêteur en dernier ressort pour sauver les banques en péril au milieu de crises qui n'étaient pas imputables à leur mauvaise gestion, la Banque centrale se serait rendu responsable des crises bancaires et de la chute de la masse monétaire qui en résulta. Ces crises auraient été la vraie cause de la dépression dans la mesure où la réalisation des échanges aurait été freinée et parfois bloquée par l'absence de monnaie, et où le coût excessif ou l'impossibilité de recourir au crédit auraient empêché les entreprises non seulement d'investir mais même de fonctionner (renouveler leurs stocks de consommations intermédiaires ou de biens à vendre). »

parce qu'une banque (par exemple la Banque d'Angleterre) fournit, moyennant son papier, à tous les aventuriers le capital qui fait défaut et achète à leur ancienne valeur nominale toutes les marchandises dépréciées. Au demeurant, tout paraît sens dessus dessous dans cet univers de papier où le prix réel et ses éléments restent à jamais invisibles et où on ne voit qu'or en barres, espèces sonnantes, billets de banque, effets de commerce, valeurs mobilières. Cette distorsion est surtout sensible dans les centres où, comme à Londres, toutes les affaires financières du pays se concentrent ; tout le processus devient incompréhensible, sauf peut-être dans les centres de production.